



la Lettre

d'ENSEMBLE!

Avec le peuple ukrainien

L'agression que subit le peuple d'Ukraine est intolérable pour tous les peuples du monde. Le dictateur et apprenti sorcier Poutine a basé son intervention sur des mensonges (voir article). Il les utilise pour massacrer, comme il le fit en Tchétchénie et aida à le faire en Syrie.

C'est bien pourquoi nous sommes aux côtés du peuple ukrainien pour exiger le retrait immédiat et inconditionnel des troupes russes. Mais aussi pour exiger que le gouvernement français apporte son aide dans tous les domaines et permette l'accueil des réfugié.es, qui quittent leur pays par centaines de milliers.

Pour cela il importe de construire un puissant mouvement de solidarité avec le peuple ukrainien, pour soutenir sa résistance à l'impérialisme russe, qui est aussi notre combat. La défaite de Poutine sera la victoire des peuples.

Le 8 mars, c'est aussi contre la guerre, dont elles sont les victimes, que les femmes manifesteront. Leur grève sera aussi une grève contre la sale guerre d'Ukraine.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble_FdG

"Démilitariser" et "dénazifier"



L'Ukraine...?!

Tout montre que Poutine veut soumettre toute l'Ukraine. Et qu'il veut le faire avec la même sauvagerie sanglante qu'en Tchétchénie ou en Syrie. L'objectif déclaré est de "démilitariser" l'Ukraine, ce qui signifie qu'il veut écraser le peuple ukrainien de manière définitive et transformer ce pays en protectorat ou colonie de Moscou.

Il a établi des listes des personnalités à arrêter ou assassiner, avec en premier le président Zelensky, afin d'installer à Kiev un gouvernement fantoche. Ajoutons que la Biélorussie est devenue depuis quelques semaines un protectorat de fait, puisque c'est de son territoire que l'armée russe attaque l'Ukraine par le nord.

Le deuxième objectif déclaré de l'invasion est de "dénazifier" l'Ukraine. C'est bien sûr une calomnie répugnante à l'encontre du peuple ukrainien - et de leur président Zelensky, dont une partie de la famille, d'origine juive, a péri pendant la Shoah. Mais cette calomnie ignoble vise à obtenir le soutien ou au moins la neutralité bienveillante des citoyens de Russie, en entretenant le fantasme paranoïaque, répété depuis des dizaines d'années par la propagande russe, d'une Ukraine prétendument "fasciste" qu'il serait donc légitime d'écraser par les armes.

Avec cette calomnie, Poutine agit tel un voleur qui crie au voleur. Car, les deux organisations fascistes ukrainiennes, Swoboda et Pravyi Sektor n'ont obtenu ensemble que 1,5 % des voix aux élections présidentielles de 2014 et 2019, et n'ont qu'un seul député au parlement qui en compte 450. Tandis que Poutine, lui, adulé par toute l'extrême droite en France et en Europe, est entouré par une pléiade de partis, groupes et politiciens d'extrême droite. Le principal idéologue de cette mouvance, Alexandre Douguine, co-fondateur avec Edouard Limonov du bien nommé Parti National-Bolchévique (sic!), a une influence prépondérante sur Poutine, avec sa stratégie d'une puissance Russie-Eurasie dont la pièce maîtresse serait précisément une Ukraine rattachée à la Russie.

Divers analystes craignent que l'objectif suivant de Poutine, une fois l'Ukraine occupée, décapitée et paralysée, soit une vaste épuration ethnique en vue d'une russification du pays. C'est quelque chose qu'ont déjà essayé de réaliser dans le passé les tsars successifs et Staline - par des purges massives, des déplacements et déportations des peuples et populations entières. Poutine poursuit la même politique impérialiste d'oppression coloniale.

Stefan Bekier

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

8 mars 2022 : ensemble, en grève pour l'égalité

Le 8 mars est traditionnellement le moment de faire le point sur la situation des femmes en France, et d'assurer de notre solidarité dans le monde. En France, 2022 est une année électorale.

La précarité reste un marqueur fort des inégalités que vivent les femmes. La réforme régressive de l'assurance chômage a durci les conditions d'ouverture des droits pour les femmes travaillant majoritairement de façon discontinuée, avec des contrats courts ou du temps partiel imposé. Elle a baissé le montant des allocations calculées en tenant compte de la quotité de temps de travail. Revenir sur cette réforme est une urgence. Les travailleuses quant à elles s'organisent (AESH, aides à domicile, sages-femmes...) pour la revalorisation de leurs métiers.

Les difficultés à trouver une place en seule ses enfants, c'est son autonomie concerne majoritairement les femmes, femmes en couple, la prise en compte des allocations revient aussi à leur dénier tous les minima sociaux et augmenter le nombreuses luttes en cours témoignent

Pour les travailleuses, les les employeurs ne sont pas contraints d'y constitue un recul dans les moyens de violences au travail. Les faibles effectifs remédier. La décision de l'Etat de législation constante empêche de compte au travail des conséquences des

Malgré les discours, le million réclamé Peu de structures existent qui conjuguent à la fois accueil, orientation, conseils juridiques, dépôt de plaintes et hébergement. La Maison des Femmes de Paris, celle de St Denis ou Citad'elles à Nantes restent des exceptions. Il a fallu batailler pour que le numéro vert 3919 reste géré par Solidarité Femmes.

La suppression de la clause particulière de conscience concernant l'IVG n'a pas été gagnée. On continue à supprimer des postes dans les hôpitaux et à regrouper ceux-ci, éloignant ainsi les femmes de l'accès à des CIVG de proximité sur tout le territoire.

Il faut que l'Education Nationale mette en œuvre une vraie politique de prévention des stéréotypes, de questionnement sur les violences, sur les relations filles/garçons, dès le plus jeune âge. Au lieu de ça, le ministre donne des directives pour recentrer les cours sur le civisme.

Alors oui, les campagnes électorales tombent à pic pour juger des réponses des candidat.e.s

Les améliorations gagnées par les luttes ne sont jamais complètement acquises et il en reste de nombreuses à conquérir.

Partout, rejoignons les mobilisations féministes. Hasta la victoria, siempre !

Motion du Collectif National d'ENSEMBLE! suite à la consultation des adhérent.e.s

4 motions étaient en présence en vue du positionnement d'ENSEMBLE !. La majorité statutairement requise (2/3) n'étant atteinte par aucune des motions, la consultation ne permet pas de définir automatiquement la position du mouvement.

Cependant, une nette majorité des adhérent.e.s d'ENSEMBLE! s'est prononcée en faveur d'un appel au vote pour Jean-Luc Mélenchon. La communication publique de notre mouvement dans la campagne devra donc tenir compte de cette réalité et l'exprimer.

Des militantes et militants d'ENSEMBLE! feront campagne pour le vote Mélenchon de manière indépendante. D'autres participent à l'Union Populaire et mèneront campagne aussi dans ce cadre. D'autres poursuivront leur action politique sans s'engager pour une candidature particulière.

La totalité du mouvement ENSEMBLE! poursuivra également sa bataille pour des candidatures unitaires aux législatives, sur la base d'une plate-forme de rassemblement clairement de gauche, antilibérale, écologiste, féministe et antiraciste, en s'appuyant sur les acquis de diverses démarches unitaires et citoyennes, et en s'adressant à toutes les forces militantes qui partagent l'objectif d'une alternative de rupture sociale et écologique. Ce rassemblement demeure notre projet, au-delà des élections, dans les mobilisations comme pour le reste de notre action politique.

Au-delà de la consultation, l'heure est à la mobilisation de toutes et tous contre le danger de l'extrême droite et de la droite et contre le macronisme.



crèche sont bien connues. Si on élève qui est mise en cause. Le RSA, qui permet tout juste de survivre. Pour les des revenus du conjoint pour l'attribution cette autonomie. Il faut déconjugaliser Smic de façon conséquente. Les de cette nécessité.

discriminations salariales sont pointées, et mettre fin. La suppression des CHSCT lutte contre le harcèlement et les des Inspections du Travail ne vont pas y transcrire la convention 190 de l'OIT à négocier dans les entreprises la prise en violences familiales.

par les associations est toujours attendu.